

Gentrification: la machine à déposséder



La généralisation de la gentrification, à la fois comme processus et comme politique, est symptomatique de l'état actuel des rapports de force sociaux particulièrement défavorables aux classes populaires en matière de production des espaces urbains. Tandis que les espaces populaires ayant fait l'objet de nouveaux investissements s'ouvrent aux uns, ils se ferment à beaucoup d'autres, dépossédés des lieux. Mathieu Van Criekingen revient sur le sens du concept de gentrification et sur sa pertinence pour objectiver les rapports de force sociaux qui conduisent la fabrique urbaine contemporaine. Penser une alternative à ce phénomène de plus en plus massif implique de remettre en cause ces rapports de force et de reconnaître le caractère profondément politique de la production de la ville.

Suivre les débats sur les questions urbaines contemporaines, en matière de mobilité, d'aménagement de l'espace ou de rénovation urbaine par exemple, laisse souvent un sentiment de grand décalage. Pointus sur

quantité d'aspects techniques ou d'intendance politico-administrative, les discussions font par contre très fréquemment l'impasse sur les questions qui comptent vraiment : pour qui la ville est-elle aménagée (ou contre qui) ? par (ou sans) qui ? au nom de quel modèle de société ? qui décide (ou pas) ?

Les enjeux sociaux et économiques des réaménagements urbains: des questions peu débattues



À Bruxelles, une grande partie de l'espace du débat urbain a été occupée ces dernières années par une opération de réaménagement en espace piétonnier des boulevards haussmanniens qui traversent le centre de la ville. Instigatrices de ce projet, les autorités communales de la Ville de Bruxelles le présentèrent, au début de l'année 2014, comme la pièce maîtresse d'un « nouveau cœur pour Bruxelles ». Elles

insistèrent aussi lourdement sur la portée symbolique du projet, arguant de la nécessité de redorer le blason du centre-ville de la « Capitale de l'Europe ». Dans plusieurs interviews, le bourgmestre d'alors disait même son ambition de réaliser « le plus grand piétonnier d'Europe » et d'aménager un « nouveau Times Square ». De la sorte, les autorités bruxelloises rejoignaient la longue liste d'autorités locales désormais acquises à l'idée que s'assumer comme métropole – ou « jouer dans la cour des grandes villes » – implique de se doter d'une panoplie stéréotypée de formes urbaines, parmi lesquels un centre-ville piétonnisé, à fort pouvoir d'attraction commerciale, festive et touristique et en même temps très accessibles par différents moyens de transport, y compris en voiture.

Ce projet, très peu concerté en amont, a cristallisé quantité de controverses. À plus d'une occasion, les échanges ont été tendus, poussant même plusieurs associations de commerçants et collectifs citoyens à intenter des recours en justice contre des décisions administratives d'octroi de permis urbanistiques relatifs au piétonnier. Quelques thèmes en particulier ont fait l'objet de vives discussions, dont la place de la voiture en ville et ses nuisances (pollution de l'air, bruit, congestion...), le confort des espaces publics, la régulation des fonctions touristiques ou encore le dynamisme commercial du centre-ville. En revanche, les enjeux sociaux et économiques du réaménagement n'ont que rarement occupé le devant de la scène du débat. Dans les discours des autorités, mais aussi dans nombre de prises de parole citoyennes, ces enjeux sont demeurés comme anesthésiés par un bain de formules à haute teneur consensuelle – un projet « pour Bruxelles », visant « l'amélioration du cadre de vie des Bruxellois », qui permettra « aux citoyens de se réapproprier l'espace public » et « profitera aux habitants du centre-ville », mais aussi « aux habitants d'autres communes, d'autres régions ainsi qu'aux touristes du monde entier ». En somme : un piétonnier « pour tous ». Le décalage est abyssal pour qui connaît un minimum la ville existante dans lequel ce projet prend place. Derrière la vitrine

marketing de la « Capitale de l'Europe », en effet, Bruxelles est une ville marquée par de profondes inégalités sociales et spatiales. De surcroît, les quartiers centraux de la ville restent pour une large part des espaces d'habitat populaire et d'accueil de l'immigration.

Produire la ville: un acte profondément politique

Chaque projet de réaménagement urbain, celui-ci comme quantité d'autres, à Bruxelles ou ailleurs, suppose une intervention directe dans les processus par lesquels l'espace de la ville est socialement produit. Dans les sociétés capitalistes, ces processus ne sont pas qu'assemblages techniques orientés par une série de hautes valeurs ou de grandes ambitions (compétitivité territoriale, rayonnement international, développement durable, mixité des quartiers...). Ils sont une condition de reproduction du système capitaliste lui-même, ce qui lui donne une assise spatiale propice à la poursuite de ses logiques d'accumulation. Produire la ville est en ce sens un acte profondément politique, qui met en jeu des intérêts divergents et des aspirations contradictoires, arbitrés par des rapports de pouvoir et différentes formes de résistances à la domination.

Saisir ces enjeux requiert un travail d'objectivation des rapports de force sociaux qui orientent la production de l'espace urbain, dans différents contextes et à différentes époques. Parmi les outils intellectuels à disposition, le concept de gentrification est sans doute l'un des plus précieux pour ce faire, particulièrement à l'époque actuelle, mais à condition, toutefois, d'en maintenir la portée critique, au contraire d'usages édulcorés désormais en circulation dans l'espace du débat public.

La gentrification: un révélateur de la conflictualité des questions urbaines

De quoi parle-t-on ? La gentrification permet de nommer ce que devient un espace populaire lorsque celui-ci fait l'objet de nouveaux investissements (publics ou privés) dans ses environnements construits (rénovations d'immeubles, réaménagements d'espaces publics, nouvelles constructions sur des terrains en friche...) et lorsque, simultanément, s'y déploie un double mouvement d'appropriation et de dépossession des lieux marqué du sceau des inégalités de classe. Tandis qu'ils s'ouvrent aux uns, les espaces en voie de gentrification se ferment à beaucoup d'autres : habitants à petits budgets, commerces ou activités en décalage avec le nouveau profil symbolique des lieux, etc. La gentrification est particulièrement révélatrice de la conflictualité intrinsèque des questions urbaines dans les sociétés capitalistes contemporaines. Il n'est d'ailleurs pas fortuit qu'elle nourrisse aussi plus d'un vocabulaire de lutte.

Dans les années 1960, quand il a fait son entrée dans le lexique des études urbaines, le concept de gentrification renvoyait à des réalités empiriques d'ampleur limitée. Peu de quartiers étaient concernés, dans quelques grandes villes comme Londres, New York ou San Francisco. La gentrification faisait alors figure de bizarrerie aux yeux des modèles urbains alors dominants dans le champ académique. Un demi-siècle plus tard, la situation a complètement changé. La gentrification est devenue un processus beaucoup plus massif et ses géographies se sont considérablement étendues et diversifiées. Elle concerne à présent des centres historiques, des anciens faubourgs ouvriers péricentraux, d'anciens sites industriels ou portuaires, ou encore des espaces populaires périurbains, ruraux ou littoraux. Si le processus reste particulièrement marqué dans les métropoles de rang mondial des pays capitalistes dominants, il ne se limite plus à ces seuls contextes singuliers. Reflet de cette évolution, le concept de gentrification figure aujourd'hui parmi les plus utilisés dans le champ des études urbaines. Son étymologie très ancrée dans un contexte national particulier (britannique, en l'occurrence) ne l'a paradoxalement pas empêché de voyager, sur tous les continents.[\[1\]](#)

Des rapports de force particulièrement défavorables aux classes populaires

De surcroît, la gentrification imprègne désormais considérablement les imaginaires des aménageurs urbains, au-delà des différences d'étiquettes partisans. Revêtus des atours langagiers de la « revitalisation urbaine » ou de la « renaissance des quartiers », elle y figure comme une dynamique positive, à encourager plutôt qu'à freiner, à accompagner plutôt qu'à combattre. Un argument de réalisme économique est souvent mis en avant à l'appui de cette position : à l'ère de la globalisation, les villes n'auraient pas d'autres options que de chercher à se positionner au mieux dans tous les espaces de circulation du capital, ce qui impliquerait de se montrer particulièrement attractives pour les travailleurs hautement qualifiés, les entrepreneurs innovants et les consommateurs solvables. Voir des quartiers populaires appropriés par ces catégories choisies de populations serait donc un indice de « bonne santé » urbaine et un marqueur du « succès post-industriel », dont les bénéfices l'emporteraient largement sur les dommages.

Voir la gentrification comme une dynamique positive, une solution aux « défis » urbains de l'époque, est révélateur de l'état actuel des rapports de force sociaux en matière de production des espaces urbains. Ceux-ci sont aujourd'hui particulièrement défavorables aux classes populaires, d'autant plus encore quand celles-ci habitent – au sens large du verbe – des quartiers anciens et centraux. Ce sont alors leur lieu de vie et un espace de ressources essentielles à leur subsistance qui sont directement convoités par des acteurs en position de force, sans solution de rechange pour les premiers concernés. Aucune alternative à ce scénario ne peut faire l'économie d'une sérieuse remise en question des rapports de force sociaux à la racine des transformations urbaines contemporaines.

Pour aller plus loin :

Anne Clerval, Antoine Fleury, Julien Rebotier et Serge Weber (dir.), [*Espace et rapports de domination*](#), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

David Harvey, [*Géographie de la domination*](#), Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008

Hélène Reigner, Thierry Brenac, Frédérique Hernandez, [*Nouvelles idéologies urbaines, Dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*](#), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

Loretta Lees, Hyun Bang Shin, Ernesto López-Morales, [*Planetary gentrification*](#), Cambridge, Polity Press, 2016.

Neil Smith, « Gentrification et développement inégal », in Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (dir.), [*Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*](#), Les Prairies Ordinaires, Paris, 2014, p. 271-299.

Notes de bas de page :

[1] En français, la notion de gentrification coexiste avec la notion d'embourgeoisement, mais celle-ci est aussi utilisée pour désigner le renforcement de l'exclusivité sociale d'espaces historiquement bourgeois.

Pour citer cet article :

Mathieu Van Criekingen, « Gentrification : la machine à déposséder », *Silomag*, n° 7, été 2018. URL : <https://silogora.org/gentrification-la-machine-a-deposseder/>